

Numéro 57 - 4 octobre 2023

L'éducation en Ontario

La Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires annonce les résultats du vote sur l'arbitrage de différends exécutoire



- Les résultats des tests sont utilisés pour faire croire que les grèves nuisent à la santé publique
– Enver Villamizar –

Grande-Bretagne

- Lutte sans relâche contre les attaques visant l'éducation, les étudiants, le corps enseignant et le personnel

L'éducation en Ontario

La Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires annonce les résultats du vote sur l'arbitrage de différends exécutoire

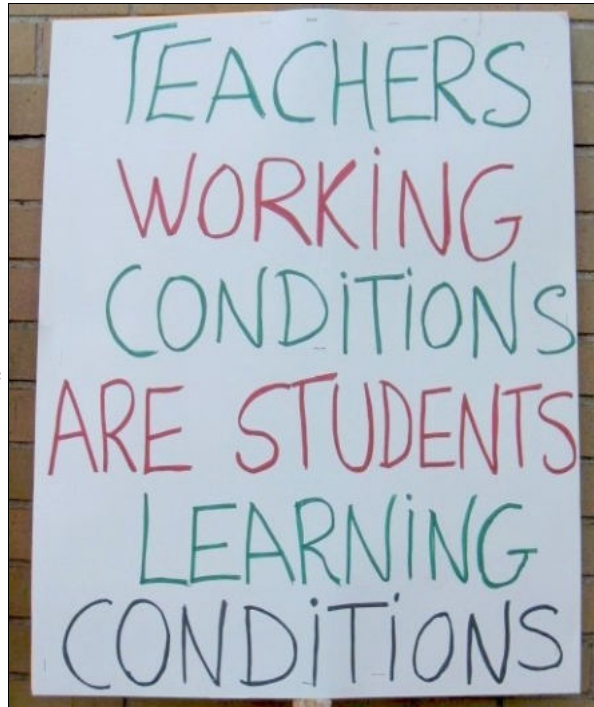
Le 27 septembre, la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO) a annoncé que les membres avaient approuvé « à 78,4 % le parcours visant à régler les

« négociations » dans le conflit qui les oppose au gouvernement de l'Ontario sur la question des salaires et des conditions de travail qui sont aussi les conditions d'apprentissage des étudiants. Cela comprend céder le droit de grève dans cette ronde de négociations et le remplacer par l'arbitrage de différends exécutoire. L'accord stipule aussi un redressement pour les salaires perdus en raison du projet de loi 124 imposé par le gouvernement. L'arbitrage de différends exécutoire couvre également tous les éléments qui n'auront pas été réglés à la fin de l'échéance convenue pour les négociations à la table centrale, soit le 27 octobre[1].

Les négociations locales partout dans la province se poursuivront jusqu'au 28 mars 2024, et tout élément qui n'aura pas été réglé entre le syndicat et les conseils scolaires locaux ira aussi en arbitrage.

Dans l'annonce des résultats, la présidente de la FEESO Karen Littlewood affirme :

« Nous sommes fiers d'annoncer que, après un vote qui aura duré trois semaines, ouvert à tous les membres dans le secteur des conseils scolaires, les membres d'OSSTF/FEESO ont voté en faveur d'approuver une proposition qui fera en sorte que tous les éléments irrésolus seront confiés à un arbitre tiers. Le premier ministre Ford n'est pas digne de confiance. Pendant plus de 14 mois, nous avons tenté d'engager le gouvernement Ford dans des négociations de bonne foi, mais nous n'avions pas un partenaire à la table qui se soucie de protéger notre système d'éducation public. Maintenant, nous avons l'occasion de contourner les parcours de négociation traditionnels en vue d'obtenir une convention collective juste.



« Après 5 ans de sous-financement et de sous-utilisation des fonds sous l'administration Ford, notre plus importante priorité est d'obtenir la meilleure entente possible pour les membres d'OSSTF/FEESO, tout en nous efforçant de protéger l'éducation publique en Ontario. Les conditions d'apprentissage et de travail partout dans la province se sont détériorées sous le gouvernement Ford, la dotation et le maintien en poste des effectifs stagnent et les élèves sont incapables d'accéder aux soutiens et aux ressources dont ils ont besoin pour réussir en raison du sous-financement délibéré de l'éducation et de la pénalisation des élèves par le gouvernement. Nous ne pouvons pas permettre à ce que cela continue. »

« Je tiens à remercier tous les membres d'OSSTF/FEESO qui ont participé au vote, ceux qui ont partagé des renseignements avec leurs collègues et les milliers qui ont assisté à une de nos 30 réunions d'information tenues partout dans la province. Ensemble, nous nous efforçons à obtenir le meilleur résultat possible pour notre Fédération. »

En réponse au vote, le ministre de l'Éducation du gouvernement Ford, Stephen Lecce, a déclaré :

« Je suis très heureux que les membres de la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario aient voté en faveur de cet accord, qui veille à ce que les enfants restent en classe. Nous avons travaillé ensemble pour faire passer en premier les quelque 400 000 élèves des écoles publiques de langue anglaise. Un élève entré au palier secondaire l'année dernière pourra obtenir son diplôme en trois ans sans la menace de grèves. Ainsi, les élèves pourront donc se

concentrer sur leurs études à un moment où notre gouvernement veille à ce que les conseils scolaires retournent aux éléments fondamentaux.

« Il s'agit d'un grand pas pour offrir une stabilité aux élèves du secondaire. Je suis profondément convaincu que chaque élève mérite une telle certitude. »

Y allant à nouveau du mantra que les délais dans les négociations sont dus aux syndicats des enseignants, et non au refus du gouvernement de négocier, le ministre a ajouté :

« Après l'approbation de cet accord, je lance un appel à tous les autres syndicats du secteur de l'éducation pour les inviter à conclure des accords et mettre fin aux retards. Rien ne devrait être plus important que de voir les élèves en classe, bénéficiant d'un apprentissage ininterrompu pendant les trois prochaines années, où l'accent est mis sur la lecture, l'écriture et les mathématiques. »

Sous la rubrique « Contexte », le ministre dans son communiqué de presse affirme : « La décision de la FEESO de voter en faveur d'un accord qui exclut les grèves durant cette ronde des négociations *renforce notre engagement commun envers la réussite et le bien-être des élèves de l'Ontario.* » [Notre souligné – ndlr]



La déclaration du ministre montre comment le gouvernement utilise le vote pour prétendre qu'il est la preuve de son engagement envers le succès et le bien-être des élèves de l'Ontario, alors que le syndicat dit que le parcours accepté est une façon de contourner le refus du gouvernement de négocier de bonne foi, ce qui nuirait au succès et au bien-être des étudiants de l'Ontario.

Ce qui n'est pas discuté ouvertement, ce sont les conditions réelles dans les écoles et ce qui est nécessaire pour affirmer le droit des jeunes à une éducation qui les prépare au XXI^e siècle. Le public et les éducateurs sont appelés à se ranger d'un côté ou de l'autre, ce qui les prive de leur propre voix sur le sujet, ou de tout moyen de déterminer ce qui est requis. Maintenant que le vote est terminé, la participation très limitée au

vote n'est pas mentionnée pour projeter une apparence d'unité derrière la position du syndicat. Selon la procédure, tout doit maintenant être confié aux deux parties qui doivent tout régler ou finalement aller en arbitrage.

En fait, ce que la situation révèle, c'est que dans la période qui vient, il sera important que les enseignants et les travailleurs de l'éducation parlent en leur propre nom sur la signification du vote afin d'expliquer leurs intentions. Il est crucial que, en dépit des interprétations du vote données par les différentes parties, ceux et celles qui ont voté, ou n'ont pas voté, continuent de se prononcer sur les conditions dans les écoles qui, elles, continuent d'être intenable.

Note

1. « Les membres de l'OSSTF/FEESO approuvent le parcours visant à régler les négociations dans le secteur des conseils scolaires », Communiqué de l'OSSTF/FEESO, 27 septembre 2023



Les résultats des tests sont utilisés pour faire croire que les grèves nuisent à la santé publique

– Enver Villamizar –

Le 28 septembre, le lendemain de l'annonce des résultats du vote des membres de la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO) sur le parcours de l'arbitrage de différends exécutoire, le gouvernement de l'Ontario a publié un communiqué en réponse aux « résultats de l'évaluation annuelle des élèves » de l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation (OQRE). Les résultats sont les notes obtenues aux tests normalisés de mathématiques et de littératie de la maternelle à la 12^e année par les élèves l'année précédente, en l'occurrence en 2022-23. Le gouvernement affirme que les progrès enregistrés en lecture, en écriture et en mathématiques sont dus à ses « vigoureux efforts veillant à ce que les enfants restent en classe et bénéficient du retour aux éléments fondamentaux ». Bien entendu, le communiqué de presse du gouvernement n'a pas pour objectif de fournir des informations sur la nature et la cause de ces améliorations, mais plutôt de s'en servir pour faire passer un message.

Le communiqué de presse indique ce qui suit : « Ces résultats prouvent que le plan de l'Ontario pour une année scolaire stable et sans interruption où l'accent est mis sur le retour aux éléments fondamentaux et l'amélioration des compétences de base fonctionne », ajoutant qu'« il reste cependant du travail à faire pour que les élèves continuent d'avoir de bons résultats ». Il ne précise pas quel travail il reste à faire exactement.



Si l'on se fie aux commentaires du ministre de l'Éducation Stephen Lecce à l'effet que les autres syndicats de l'éducation doivent suivre le parcours de la FEESO, qui a renoncé à son droit de grève et opté sur une base volontaire pour l'arbitrage de différends exécutoire, « le travail qu'il reste à faire » est d'amener les autres syndicats de l'éducation à renoncer à leur droit de grève, soit volontairement, soit sous la menace du recours à la force.

Plus loin dans le communiqué, on peut lire : « Comme le montrent les résultats aux tests de l'OQRE, le gouvernement continue de faire valoir qu'un apprentissage stable en personne, nouvellement recentré sur l'enseignement de la littératie et des disciplines STIM [Sciences, technologie, ingénierie et mathématiques] conduira à une *santé mentale, développementale et physique positive* [notre souligné] ainsi qu'à la réussite scolaire à long terme. L'Ontario veille à ce que les élèves obtiennent leur diplôme en ayant acquis les compétences de base nécessaires pour exercer les emplois de demain. »

Le langage utilisé laisse entendre que le gouvernement essaie en fait de démontrer que les grèves – il préfère parler d'« interruptions » – nuisent à la « santé mentale, développementale et physique » des élèves. Ce qu'il veut faire valoir, c'est que le droit de grève des enseignants et des travailleurs de l'éducation devrait être interdit parce que leurs actions collectives représentent un danger pour la santé publique, en l'occurrence la « santé mentale, développementale et physique » des jeunes.

Les tribunaux ont statué que le critère le plus important pour qu'un gouvernement déclare des travailleurs essentiels est que s'ils faisaient grève, cela mettrait en danger la santé publique. Cette position du gouvernement intervient alors qu'il procède à des coupures importantes dans l'éducation et tous ceux qui travaillent dans les écoles savent que ces coupures constituent des violations du droit des jeunes à l'éducation et au soutien dont ils ont besoin pour se développer sainement dans leur corps et dans leur esprit. Les besoins dans les écoles dépassent largement les fonds disponibles et ce sont les éducateurs qui sont forcés d'essayer de répondre à ces besoins sans les ressources nécessaires, ce qui est insoutenable. Que le gouvernement se serve de ce problème grave pour atteindre ses fins est pour le moins honteux.



Ce discours doit être contesté par tous car il montre le véritable objectif du gouvernement, qui est de continuer à miner l'éducation publique en éliminant la capacité de ceux qui sont en première ligne de sa mise en oeuvre à dire Non !, jusqu'à et y compris par la grève. Les enseignants et les travailleurs de l'éducation qui ont voté en faveur de la proposition de la FEESO relative à l'arbitrage de différends exécutoire ne l'ont pas fait parce qu'ils pensent que le droit de grève nuit aux jeunes. Loin de là ! Nombreux sont ceux qui ne font pas confiance au gouvernement pour le respect des normes, que ce soit dans les négociations contractuelles ou dans l'éducation en général. Beaucoup n'ont pas voté parce qu'ils refusent de renoncer au droit de grève mais espèrent néanmoins que l'arbitrage de différends exécutoire permettra d'avancer face à l'intransigeance du gouvernement. C'est

l'argument qui leur a été présenté par leur syndicat et le résultat du vote donne au syndicat la possibilité d'essayer cette méthode pour sortir du refus de négocier du gouvernement.

Il est d'une importance critique qu'on ne laisse pas le gouvernement utiliser le vote de la FEESO pour revendiquer un mandat pour toute initiative visant à limiter le droit de grève dans l'éducation au nom de la protection de la santé des jeunes de l'Ontario.



Grande-Bretagne

Lutte sans relâche contre les attaques visant l'éducation, les étudiants, le corps enseignant et le personnel

L'année universitaire commence avec de nouvelles grèves dans les universités

Dans le cadre de leur dernière série d'actions sur les salaires et les conditions de travail afin de préserver l'avenir de l'enseignement supérieur, le personnel universitaire de toute la Grande-Bretagne s'est mis en grève pendant cinq jours du 25 au 29 septembre[1].

Le conflit porte sur les bas salaires et les mauvaises conditions de travail qui sont au coeur de l'offensive antisociale dont l'objectif est de restructurer l'État en faveur d'intérêts privés étroits. Le Syndicat des collèges et universités (UCU) a souligné que l'organe patronal, l'Association des employeurs des collèges et universités (UCEA), a imposé une augmentation de salaire pour 2023/24 d'à peine 5 % pour la plupart des membres de l'UCU, bien qu'ils aient massivement voté pour la rejeter. L'UCU exige également que des mesures soient prises concernant les pratiques d'emploi à la demande et les charges de travail élevées.



Piquet devant l'Université de Manchester, 27 septembre 2023

Selon une étude menée par le syndicat, le secteur de l'enseignement supérieur a gagné plus d'argent que jamais l'année dernière, alors que la rémunération des employés est tombée à un niveau historiquement bas.

Des scrutins de grève à l'échelle nationale dans 143 universités ont également débuté le 19 septembre, à la suite du rejet de l'offre de 5 %. Il s'agit du troisième scrutin de ce type cette année. Comme l'explique le syndicat, un scrutin réussi reconduira le mandat de grève jusqu'en 2024 [2].

Le syndicat souligne également que les actions des chargés de cours au niveau universitaire ont forcé les employeurs à négocier pour la première fois sur la charge de travail et la sécurité d'emploi. Entre-temps, l'UCU a mis fin à son boycott de l'attribution de notes et de l'évaluation qui durait depuis le 20 avril.

Couvrant l'ensemble de l'attribution de notes et de l'évaluation dans 145 universités, le boycott avait été sanctionné par une baisse de salaire allant jusqu'à 100 % pour le personnel participant dans un certain nombre d'institutions. Cette réponse disproportionnée, punitive et probablement illégale de la direction était une tactique agressive visant à intimider les travailleurs pour les faire reculer[3]. Le personnel de l'Université de Sheffield a fait grève pendant dix jours à cause de ce problème de rémunération à la suite du boycott.

Julie Kelley, représentante régionale de l'UCU, a déclaré : « Le régime brutal de réduction des salaires appliqué par la direction de Sheffield signifie qu'un membre du personnel ayant un seul essai sans note attribuée peut perdre un mois de salaire. Attaquer le personnel de la sorte ne fait que jeter de l'huile sur le feu et ne contribuera en rien à mettre un terme à ce conflit. Sheffield doit mettre un terme à la réduction des salaires et demander à l'UCEA de reprendre les négociations » [4].



Ligne de piquetage à Oxford Brookes, 25 septembre 2023, premier jour des cinq jours de grève

L'Université de Brighton réduit considérablement ses effectifs

L'Université de Brighton a annoncé en mai son intention de supprimer plus d'une centaine de postes, ce qui se traduira par une réduction significative du nombre de professeurs dans différentes disciplines, en invoquant des « économies » de 17,9 millions de livres, alors qu'elle a dépensé plus de 50 millions de livres pour des projets de construction au cours des deux dernières années. Les membres locaux de l'UCU ont voté en faveur d'une action syndicale, et le comité de l'enseignement supérieur de l'université a ensuite voté en faveur de l'inscription de l'université sur la liste grise, ce qui constitue la sanction ultime du syndicat.

L'UCU a demandé à ses membres, aux autres syndicats, aux organisations syndicales et à la communauté universitaire internationale de soutenir ses membres à Brighton en ne postulant pas aux emplois annoncés, en ne prenant pas la parole ou en n'organisant pas de conférences en dehors du contrat, en n'acceptant pas de nouveaux postes de professeurs ou de chercheurs invités, en n'acceptant pas les invitations à écrire pour des revues universitaires, en n'acceptant pas de nouveaux contrats en tant qu'examineurs externes pour les cours enseignés et en refusant de collaborer à de nouveaux projets de recherche en dehors de la convention collective [5].

Le gouvernement lance une « campagne contre les cours universitaires de mauvaise qualité »

Le 17 juillet, le premier ministre britannique, Rushi Sunak, a lancé une « campagne contre les cours universitaires de mauvaise qualité » qui illustre bien l'attaque de ce gouvernement contre les normes académiques, le personnel universitaire et les étudiants. À l'université de Chichester, il s'agit également d'une attaque contre les étudiants et les professeurs d'histoire africaine et caribéenne, qui aident les étudiants à penser par eux-mêmes sur la base de leur propre matériel intellectuel, et non à travers le prisme de l'impérialisme britannique.

L'université de Chichester a suspendu le recrutement pour le cours de maîtrise par la recherche (MRes) sur l'histoire de l'Afrique et de la diaspora et a licencié son responsable de programme, le professeur Hakim Adi. Le professeur Adi est un expert mondial de l'histoire de l'Afrique et de la diaspora africaine et la première personne d'origine africaine à devenir professeur d'histoire au Royaume-Uni. Il s'agit d'une attaque raciste à peine voilée contre le pouvoir d'agir des étudiants d'origine africaine et caribéenne, dont beaucoup sont des étudiants adultes, qui suivent ces cours pour devenir historiens. L'université a également licencié un collègue du professeur Adi, le Dr Dion Georgiu. Une campagne vigoureuse a été lancée par des étudiants et des collègues, ainsi que par de larges sections de personnes concernées, au milieu de la désinformation et de l'attitude autoritaire de l'université[6].



Le professeur Hakim Adi donne son cours sur l'histoire de l'Afrique et de la diaspora africaine.

Une lettre adressée à la presse par dix diplômés du MRes souligne que « comme diplômés du MRes, la diffusion de cette information ne rend pas service à notre discipline, à l'aboutissement de notre travail acharné et au travail du professeur Hakim Adi. Elle met également en péril notre défi continu, qui est de faire respecter le cours et les droits des étudiants et du professeur Hakim Adi à un traitement équitable ». Ce que l'université de Chichester cherche à accomplir équivaut à une attaque contre l'ensemble du monde universitaire, a souligné le professeur Adi lors d'une conférence de presse en ligne.

Ces attaques s'inscrivent dans le contexte de la soi-disant « campagne contre les cours universitaires de mauvaise qualité » menée par le gouvernement. Le *Financial Times* a publié un article à ce sujet : « Les universités anglaises qui proposent des cours aux perspectives d'emploi médiocres et aux taux d'abandon élevés seront soumises à des contrôles réglementaires plus stricts dans le cadre de plans qui seront dévoilés ... par le premier ministre Rishi Sunak.

Le gouvernement va ordonner à l'Office for Students, l'organisme de réglementation de l'enseignement supérieur en Angleterre, de faire davantage pour limiter le nombre d'étudiants que les universités peuvent recruter dans certains cours. Le premier ministre et la secrétaire d'État à l'éducation, Gillian, promettent de sévir contre les « diplômés universitaires trompeurs » qui laissent les diplômés avec des salaires insuffisants et des dettes élevées »[7].

Selon la logique du gouvernement, l'objectif de la formation universitaire est de permettre aux diplômés de gagner des salaires élevés et de rembourser les dettes contractées à l'université. L'ironie de cette situation se retrouve dans les luttes actuelles, où les « salaires inadéquats et les dettes élevées » sont la norme pour les travailleurs de l'enseignement supérieur, sans parler des diplômés.

La lutte des travailleurs de l'enseignement supérieur, qu'il s'agisse du corps professoral ou du personnel de soutien, vise à reconnaître et à réaliser la valeur ajoutée qu'ils apportent à l'économie. Ils produisent des diplômés et des diplômés de troisième cycle hautement qualifiés, contribuent au niveau culturel de la société et aux avancées scientifiques et technologiques. Il s'agit d'un combat pour l'avenir de l'enseignement supérieur. L'éducation est un droit qui doit servir le peuple, et les universitaires et les travailleurs se battent pour leurs droits et leurs conditions.

En s'opposant à l'imposition et à l'intimidation, les travailleurs de l'enseignement supérieur ont forcé la tenue de négociations sur certaines questions clés. Des tactiques telles que la tentative d'empêcher les travailleurs de s'organiser pour se défendre révèlent elles-mêmes qu'il s'agit d'une question de contrôle sur la direction que prend la société.

Par leur position, les travailleurs de l'université contribuent à une nouvelle perspective où les gens

peuvent penser et agir en leur nom propre, ce qui leur permet de prendre le contrôle des questions qui affectent leur vie et l'intérêt général de la société.

Notes

1. « Start of university term to be hit with five days of UK-wide strikes », UCU, 6 septembre 2023.
2. « Date set for university strike ballot », UCU, 11 septembre 2023
3. « University Staff to Strike against Arbitrary Full Pay Docking », *Workers' Weekly*, 10 juin 2023 [
4. « Ten days of strikes set to hit the University of Sheffield over pay docking row », UCU, 15 septembre 2023
5. « Start of university term to be hit with five days of UK-wide strikes », UCU, 6 septembre 2023
6. Pour plus de détails sur la fermeture du cours, le licenciement du professeur Adi et la campagne pour sauver le MRes en histoire de l'Afrique et de la diaspora africaine, ainsi que le poste du professeur Hakim Adi à l'université de Chichester, voir le site Web [History Matters](#) (en anglais).
7. « Rishi Sunak announces crackdown on 'poor quality' university courses », *Financial Times*, 17 juillet 2023.

(*Workers' Weekly*. Traduit de l'anglais. Photos : UCU Rising et WW)



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca